

PRÉSIDENTENCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

N° 713-2022/ARR/DDDT

AMPLIATIONS

Commissaire délégué	1
DDDT (BICPED-SPPAT)	1
Commune de Bourail	1
Sapeurs-pompiers de Bourail	1
DSCGR NC	1
DASS NC	1
DTE NC	1
DAVAR NC	1
DAEM	1
SMIT	1
Intéressée	1
JONC	1
Archives NC	1

ARRÊTÉ

autorisant l'exploitation d'un abattoir multi-espèces et d'un atelier de découpe, sis lieudit Barandeu, section Cap Goulvain-Moindah, commune de Bourail

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code de l'environnement de la province Sud ;

Vu la délibération n° 741-2008/APS du 19 septembre 2008 relative à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter reçue le 28 février 2018, complétée les 25 février 2019, 12 décembre 2019, 21 avril 2021 et 2 août 2021 ;

Vu l'arrêté n° 2455-2021/ARR/DDDT du 20 septembre 2021 portant ouverture d'enquête publique relative à l'exploitation, par l'Office de Commercialisation et d'Entreposage Frigorifique (OCEF) d'un abattoir multi-espèces et un atelier de découpe sur la commune de Bourail ;

Vu l'avis de la direction de l'aménagement de l'équipement et des moyens de la province Sud en date du 27 octobre 2021 ;

Vu l'avis de la direction du travail et de l'emploi de la Nouvelle-Calédonie en date du 10 novembre 2021 ;

Vu l'avis de la direction de la sécurité civile et de la gestion des risques de la Nouvelle-Calédonie en date du 24 novembre 2021 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus le 6 décembre 2021 ;

Vu la réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté en date du 15 février 2022 ;

Vu le rapport n° 5740-2018/29-ACTS/DDDT du 16 février 2022 ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées ;

L'exploitant entendu,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'Office de Commercialisation et d'Entreposage Frigorifique (OCEF) est autorisée, dans les conditions fixées au titre I du livre IV du code de l'environnement de la province Sud et sous réserve de l'observation des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter sur le lot cadastrale n° 5462-052656 de la section Cap Goulvain-Moindah, commune de Bourail, les activités suivantes visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement portée à l'article 412-2 du code de l'environnement dont le classement s'établit comme suit :

Désignation des activités	Capacité	Nomenclature		Régime
		Rubrique	Seuils de classement	
Abattage d'animaux La masse des animaux abattus, exprimée en carcasse, étant en activité de pointe	$M = 15t/j$	2210	$M > 5t/j$	A
Alimentaires (préparation ou conservation de produits -) d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc...	$Q = 4t/j$	2221	$2t/j < Q \leq 10t/j$	As
Acétylène (stockage ou emploi de l'-) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$Q = 140kg$	1418	$100\text{ kg} \leq Q < 1000kg$	D
Liquides inflammables (installations de remplissage ou de distribution de -) 1 - Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs de véhicules à moteur. Le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430)	$D_{max} = 3m^3/h$	1434	$1\text{ m}^3/h < D_{max} \leq 20m^3/h$	D
Peaux (dépôts de -) La capacité de stockage étant supérieure à 10 tonnes	$C = 84\text{ t}$	2355	$> 10t$	D
Oxygène (emploi et stockage d'-) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$Q = 140kg$	1220	$Q \leq 2t$	NC
Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de -)	$Q = 208kg$	1412	$Q \leq 1t$	NC
Liquides inflammables visés à la rubrique 1430 (stockage en réservoirs manufacturés de -). La quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente	$Q = 3,72m^3$	1432	$Q \leq 5m^3$	NC

Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké	$V = 688\text{m}^3$	1511	$V < 5000\text{m}^3$	NC
Blanchisseries, laveries de linge La capacité de lavage de linge	$Q = 104\text{kg/j}$	2340	$Q \leq 500\text{kg/j}$	NC
Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse à l'exception des déchets définis aux ii), iii) et v) du b) de la définition de biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :	$P = 1\,994\text{kW}$	2910	$P \leq 2\text{ MW}$	NC
Réfrigération ou compression (installations de -) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa . et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée	$P = 61,9\text{ kW}$	2920	$P \leq 10\text{MW}$	NC
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie 1 – Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur. La surface de travail	$S = 100\text{m}^2$	2930	$S \leq 200\text{m}^2$	NC
S = surface ; P = Puissance ; Q = quantité ; V=volume ; C=capacité ; Dmax = débit maximum ; M=masse A = Autorisation ; As = Autorisation simplifiée ; D = Déclaration ; NC = Non classé				

Les coordonnées RGNC 91-93 des installations sont en projection Lambert NC : X : 335-938 Y : 303-618

ARTICLE 2 : Les installations sont disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques joints au dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions annexées au présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être porté par l'exploitant à la connaissance de la présidente de l'assemblée de province, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 3 : L'ensemble des installations doit satisfaire à tout moment aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté.

ARTICLE 4 : L'arrêté n° 83-580/CG du 6 décembre 1983 autorisant l'installation d'un abattoir industriel à Bourail est abrogé.

ARTICLE 5 : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais par tout moyen, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 412-1 du code de l'environnement susvisé.

Il fournit à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles prises pour éviter qu'il se reproduise.

ARTICLE 6 : Les frais qui résultent d'une pollution accidentelle due à l'installation sont à la charge de l'exploitant, notamment les analyses et la remise en état du milieu naturel.

ARTICLE 7 : Les frais auxquels la publicité de la présente décision donne lieu sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 8 : Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bourail où elle peut être consultée par le public. Une copie du même arrêté est conservée en permanence sur le site de l'exploitation et tenue à disposition du personnel et des tiers.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté¹ sera transmis à Monsieur le commissaire délégué de la République, notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.



La Présidente

Sonia BACKES

¹NB : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la réception de cet acte, pour contester cette décision devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».